



A C C E D

Association pour l'accès à l'éducation et à la formation

Rapport annuel d'activité 2017



*Jeunes femmes
et hommes suivant
une formation
en métallurgie
(AJA-Mali)*

AccEd - Association pour l'accès à l'éducation et à la formation
Avenue des Tilleuls 3 • 1203 Genève • Tél. +41 22 940 02 80
e-mail: info@acced.ch • site internet: <http://www.acced.ch>

Membre de la Fédération genevoise de coopération - www.fgc.ch

Sommaire

En guise d'introduction 3

Les programmes 2017

(Togo) Femmes de Demain - FDD	4
(Mali) Association Jeunesse Action-Mali - AJA	5
(Mali) Nègè Blon	6
(Colombie) Association «Mouvement des jeunes pour la Culture et la paix»	7
(Colombie) Puerto Tejada	8
(Sénégal) Groupe de recherche et d'appui aux initiatives mutualistes - GRAIM	9
(Sénégal) La Lumière	10
(Madagascar) Doria	11
(Burkina Faso) Songui Manegre	12
Information du public	13
Finances 2017	15
Remerciements	15

A C C E D

En guise d'introduction

Dans les pages qui suivent, vous trouverez une description des différents programmes soutenus par AccEd et les comptes de l'association pour l'année 2017.

Nous vous proposons en outre cet article de presse, paru en mai 2018 dans les pages spéciales de la Tribune de Genève sur la Fédération genevoise de coopération (FGC), et qui présente le programme AJA-Mali auquel AccEd contribue.

Bonne lecture !

Au Mali, des formations misent sur l'auto-entrepreneuriat

Pour faire face à la pénurie d'emplois, 150 jeunes sont formés à des métiers spécifiques et à lancer leur commerce

Fatoumata Noumoko travaillait comme aide au ménage chez une famille de Bamako, la capitale du Mali, lorsqu'elle a entendu parler d'une formation en énergie solaire. À la radio, un formateur de l'Association jeunesse actions Mali (AJA Mali) présentait un cursus spécialisé dans ce domaine. Fatoumata s'inscrit. Après deux ans de formation, la jeune femme crée une micro-entreprise d'installation et de réparation de capteurs solaires avec quatre autres camarades. «C'est un exemple que le fondateur d'AJA Mali appelle la roue du développement de l'entrepreneuriat jeunesse», souligne Ousmane Dianor, directeur de l'association pour l'Accès à l'éducation et à la formation (AccEd), membre de la FGC et partenaire



Des élèves attentifs au cours de la formation en énergie solaire. AccEd

genevois de l'association. «Dans ce pays, comme ailleurs en Afrique, la population augmente et ses besoins aussi. L'État n'est pas en mesure d'y répondre, car il est défaillant. Nous formons donc des jeunes capables de lancer leur propre entreprise dans des secteurs de niche.»

Entre 2015 et 2017, dans son

centre de Bamako, AJA Mali a instruit - avec le soutien technique et financier d'AccEd - quelque 150 jeunes à l'artisanat, à l'aviculture, à la couture, à la restauration et aux technologies de l'information. Depuis le début de l'année, et afin de lutter contre l'exode rural, l'association a ouvert un centre dans le village de Baguinéda. Comme

dans la capitale, l'apprentissage y est axé autour de la pratique. Les élèves reçoivent ensuite une formation à la gestion et à la création d'entreprise, à la comptabilité et au marketing afin de lancer au mieux leur propre commerce. Au cours de leur formation, une partie des bénéfices de la vente de leur travail est mise de côté. Ces économies leur permettent de constituer un fonds propre pour le lancement de leur entreprise. Si cette somme n'est pas suffisante, AJA Mali peut également se porter garant pour ses anciens apprentis auprès d'une banque. Cette formation et le cadre financier offert ont été bénéfiques à Fatoumata Noumoko. Le revenu de la jeune femme est aujourd'hui près de dix fois supérieur à celui qu'elle percevait comme aide au ménage. À 27 ans, elle subvient à ses besoins et à ceux de sa famille.

Laure Gabus

Plus d'informations:
www.acced.ch

Éducation et protection sociale des filles travaillant dans le secteur informel au Togo

Partenaire

L'association Femmes de Demain (FDD), créée en 1998, est une organisation de développement dirigée par des femmes. Elle intervient dans la région maritime du Togo. Composée d'une équipe pluridisciplinaire, elle milite contre le travail des filles dans le secteur informel et promeut la santé reproductive et l'entrepreneuriat féminin.

Objectifs du projet

- Renforcer chaque année l'appui à l'éducation scolaire de base de 290 jeunes filles soustraites du marché de l'emploi informel et scolarisées.
- Inclure 100 nouveaux enfants (filles et quelques garçons) dans le projet.
- Offrir à 30 filles déscolarisées de 15 à 17 ans une formation professionnelle valorisante pour une insertion progressive dans le marché de l'emploi.
- Renforcer le sens des responsabilités des parents biologiques ou tuteurs des enfants pour un meilleur développement psychoaffectif, social et mental, dans un cadre familial sain.
- Assurer l'autonomisation du partenaire local.

Résultats atteints

AccEd et FDD collaborent depuis 2006. La 4^e phase qui vient de s'achever a atteint les objectifs suivants :

- 120 jeunes ont été retirés du secteur informel et ont réintégré le système éducatif ordinaire ;
- 30 filles démunies ont bénéficié d'une formation professionnelle dans divers métiers (couture, coiffure, peinture, dessin, reportage vidéo) ;
- 300 enfants continuent leurs études grâce au crédit scolaire qui a connu un taux de remboursement de 92% en fin d'année 2017

Perspectives

En 2017, le projet a fait l'objet d'une évaluation externe qui préconise les recommandations :

- capitaliser les acquis du projet en vue de la création d'un réseau de partenariat dynamique et le développement de coopération autour des objectifs de FDD ;
- adopter une approche de gouvernance partagée avec les parents et les enfants afin de les responsabiliser davantage dans la pérennisation du projet ;
- accroître les moyens de viabilité des « clubs de mamans » afin d'en faire un outil essentiel de pérennisation des acquis du projet ;
- inscrire le partenariat dans une logique d'appui au développement stratégique de FDD, afin d'accroître les moyens de durabilité et d'essaimage des acquis des phases précédentes.

Budget 2017 *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch) à hauteur de 93'843 CHF et de cofinancement de la part du partenaire local FDD à hauteur de 1'624 CHF.*

Association Jeunesse Action-Mali (AJA)

Formation professionnelle, entrepreneuriale et insertion pour les jeunes de Baguinéda

Partenaire

L'Association Jeunesse Action-Mali (AJA-Mali) œuvre depuis 1994 et développe une politique d'insertion éducative, de formation et d'insertion professionnelle des jeunes à Daoudabougou.

Le partenariat avec AJA-Mali entre dans sa 5^e phase (2017-2019), qui marque le début du désengagement d'AccEd. Durant cette phase, AccEd va soutenir l'association dans sa nouvelle stratégie de promotion de l'entrepreneuriat en milieu rural pour inciter les jeunes à ne plus quitter la campagne pour aller grossir les bidonvilles de la capitale Bamako.

Objectifs du projet

- Alphabétisation des jeunes sans qualification et sans emploi de la commune V du district de Bamako et de la commune rurale de Baguinéda.
- Formation des jeunes sans qualification et sans emploi dans un métier (agriculture, élevage, artisanat) tout en les dotant de compétences entrepreneuriales de base.
- Appui à l'insertion des jeunes dans un métier agro-sylvo-pastoral ou de l'artisanat.

Résultats attendus

- 95% des jeunes sans qualification et sans emploi de la commune V du district de Bamako et de la commune rurale de Baguinéda ont acquis des connaissances instrumentales leur permettant de lire, écrire et calculer en fonction de leurs besoins socioprofessionnels.
- 95% des jeunes ont acquis une qualification dans un métier agro-sylvo-pastoral ou de l'artisanat.
- 95% des jeunes ont acquis des compétences entrepreneuriales de base, notamment en matière de création d'entreprise, de comptabilité élémentaire, de promotion et de distribution commerciale.
- À l'issue de la formation professionnelle, 100% des jeunes sont insérés dans un métier (aviculture, transformation agroalimentaire, fabrication d'équipements agricoles et énergie solaire), à travers la création de 30 micro-entreprises.

Budget 2017 *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch) à hauteur de 129'947 CHF et de cofinancement de la part du partenaire local AJA-Mali à hauteur de 93'265 CHF.*

Promotion de l'apprentissage dans la chaudronnerie, de l'expérimentation à l'institutionnalisation

Partenaire

Le centre de promotion des métiers de la chaudronnerie et de la tuyauterie Nègè Blon a démarré en 2007. Ce centre a pour vocation de bâtir au Mali une politique de formation professionnelle répondant aux besoins de l'économie. À ce titre, le projet propose plusieurs parcours de formation : la chaudronnerie, la tôlerie, la tuyauterie, la métallerie, la charpenterie et la soudure.

Objectifs du projet

Le projet vise les objectifs spécifiques de développement :

- la reconnaissance de l'apprentissage en chaudronnerie en tant que formation qualifiante dans l'enseignement technique, professionnel et supérieur au Mali ;
- la reconnaissance de Nègè Blon en tant que centre de formation agréé dans l'apprentissage en chaudronnerie ;
- l'orientation, la formation et l'insertion socioprofessionnelle des garçons et des filles dans les métiers de la chaudronnerie.

Résultats atteints

Cette année a permis d'atteindre les résultats :

- Nègè Blon a formé 44 jeunes en 1^{re} année de certificat de qualification aux métiers de la chaudronnerie (CQM) : 41 apprenants ont suivi le processus de la formation jusqu'à l'examen de passage en 2^e année et trois abandons ont été enregistrés. En 2^e année de CQM, 37 apprenants ont été formés dont 28 certifiés en 2016-2017, soit un taux de réussite à l'examen de sortie de 76%.
- Au titre de la formation continue, Le Projet national de Développement des Compétences et de l'Emploi des Jeunes (PROCEJ) a mis à la disposition de Nègè Blon 126 jeunes diplômés sans emploi, à former dans les filières « construction métallique » et « fabrication des matériels agricoles ».

- En termes d'insertion, Nègè Blon a pu insérer 38 personnes sur 52 certifiées dans des emplois rémunérés, six mois après leur formation au cours de l'exercice en 2016-2017, soit un taux de 73%. Les efforts sont en cours pour faciliter l'insertion dans des entreprises du secteur ou en auto-emploi.
- Nègè Blon relève également son défi d'autonomisation progressive en mobilisant des ressources financières à travers différentes prestations de services. À travers l'approche de la formation-action (former en produisant des biens d'équipements qui sont commercialisés par la suite), Nègè Blon a su mobiliser sa contribution au cofinancement du projet en 2017.

Perspectives

La troisième phase du projet est en bonne voie, comme en témoignent les indicateurs de taux de réussite et d'insertion décrits ici. Pour maintenir ses acquis, Nègè Blon compte en 2018 relever les défis suivants :

- finaliser le processus de reconnaissance de l'apprentissage par alternance en chaudronnerie, par l'Enseignement technique, professionnel et supérieur au Mali, comme parcours de formation qualifiante ;
- développer de nouveaux programmes-cursus dans des secteurs à fort potentiel de création d'emploi et de revenus (énergie solaire, dessin technique, soudage alu, électricité).

Budget 2017 *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch) à hauteur de 57'198 CHF et de cofinancement de la part du partenaire local Nègè Blon à hauteur de 14'700 CHF.*

Colombie - Programme 2017

Programme de l'association des « Jeunes en mouvement pour la culture et la paix »

Projection sociale et culturelle de l'association « Jeunes en mouvement » à travers son école et ses formateurs socio-culturels

Partenaire

L'association « Jeunes en mouvement pour la culture et la paix » (AJMCP) a été créée en août 2011 par des jeunes de 14 à 28 ans, issus du projet d'Apoyar et qui sont devenus des leaders au sein de leurs communautés. Suite au processus de désengagement d'AccEd au niveau d'Apoyar, ils ont pris le relais pour continuer la lutte contre la pauvreté et l'exploitation des enfants travailleurs, tout en militant pour la promotion de la politique du genre et des droits de l'enfant. À ce titre, l'AJMCP déploie ses activités en faveur des populations les plus pauvres et vise en particulier à améliorer les conditions de vie des femmes, des enfants et des jeunes en situation de vulnérabilité dans les quartiers de Bosa, Usme et Ciudad Bolivar, au sud de la ville de Bogotá.

Objectifs du projet

- Renforcer le fonctionnement de l'école de formation des formateurs socio-culturels et le leadership des jeunes de l'AJMCP.
- Contribuer au développement social, à l'organisation communautaire et au renforcement de 20 groupements de jeunes appartenant à des communautés vulnérables de 5 localités de Bogotá.
- Former 30 jeunes leaders/promoteurs en tant que formateur social, qui prendront le relais de la formation d'autres groupements de jeunes.
- Renforcer 16 micro-entreprises familiales par le biais d'outils de gestion servant à leur fonctionnement et à leur pérennité.

Résultats attendus

Le projet a démarré en janvier 2017 et vise à atteindre les résultats suivants :

- l'école de formateurs socio-culturels est efficacement gérée (au niveau administratif et opérationnel) par les jeunes de l'AJMCP ;
- les groupements de jeunes travaillant pour le développement local dans leurs communautés gagnent en visibilité ;
- les jeunes consolident leurs capacités académiques, citoyennes, sociales et culturelles, à travers la pratique de la promotion communautaire ;
- les entreprises familiales sont renforcées dans la gestion de leurs activités, à travers le suivi et le conseil de proximité.

Budget 2017 *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch) à hauteur de 77'060 CHF et de cofinancement de la part du partenaire local AJMCP, à hauteur de 10'345 CHF.*

Puerto Tejada

Promotion d'une éducation de qualité pour enfants afro-colombiens et appui à la formation intégrale des enfants et de leurs familles

Partenaire

La *Corporación Generación de Grandes Artistas* (CGGA) a débuté ses activités de développement culturel, de promotion des droits économiques sociaux et culturels (DESC) et d'empowerment des jeunes de Puerto Tejada en avril 2006. Le CGGA a émergé en tant que groupe de jeunes pour donner à la jeunesse de Puerto Tejada l'opportunité d'éviter la rue et les potentiels dangers (drogue, alcool, délinquance, groupes armés) par le biais d'une formation artistique.

Résultats atteints

La première phase du projet a pris fin en 2017 et a permis d'atteindre les résultats :

- 136 jeunes (20 hommes et 116 femmes) ont participé aux ateliers de développement des capacités organisationnelles, leadership et droits humains. Ces ateliers ont permis aux participants d'améliorer leurs compétences en médiation sociale et de contribuer au développement communautaire dans leur quartier. Comme mentionné par Enys Mileidy Mina qui a participé aux ateliers, « *je veux apprendre tous les sujets qui sont discutés dans les ateliers pour les enseigner ensuite aux enfants du quartier* ».

- La stratégie d'amélioration des conditions de vie par le développement de micro-entreprises familiales a concerné 97 jeunes. Au bout de deux ans, ils ont mis en place des initiatives d'économie solidaire appelées « pépinières de jeunes » qui leur ont permis de développer des capacités de résilience, face à la violence qu'ils ont connue par le passé :

- (1) Pépinière « Femmes Genesaret » (en zone rurale), qui travaille dans le domaine du renforcement de capacités des femmes en leadership et en incidence politique, et qui tire son revenu mensuel, de la vente de produits laitiers à domicile et de la restauration rapide ;
- (2) Pépinière « Jeunes leaders talentueux » (en zone urbaine), spécialisée dans la production d'activités artistiques et culturelles ;
- (3) Pépinière « Betania » (en zone urbaine) qui se lance dans la petite restauration (vente de patates frites, hot-dogs, hamburgers) et la location de matériel de fête pour des événements socioculturels.

Budget 2017 Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch) à hauteur de 52'080 CHF et de cofinancement de la part du partenaire local CGGA à hauteur de 6'932 CHF.

Appui à l'insertion socio-économique des jeunes hommes et femmes de Thiès par l'éducation et la formation professionnelle en agriculture urbaine et périurbaine

Partenaire

GRAIM est une association sénégalaise à but non lucratif, créée en 1997 dans le contexte du « mouvement mutualiste » de la ville de Thiès. GRAIM a entrepris un processus d'identification des enjeux liés au développement du secteur informel, à l'urbanisation et à la pression foncière (qui grignote les terres agricoles à la périphérie de la ville de Thiès) ainsi qu'au développement d'alternatives telles que l'agriculture urbaine et périurbaine.

Objectifs du projet

- Formation de 250 apprentis aux métiers sélectionnés (agriculture urbaine et périurbaine).
- Accompagnement des apprentis en vue de leur insertion professionnelle.
- Élaboration des référentiels de compétences des métiers, des référentiels de formation et de certification et du guide opérationnel des métiers.
- Développement des actions de sensibilisation et de plaidoyer sur la souveraineté alimentaire, la gestion des ressources naturelles, les changements climatiques et la sécurisation foncière.

Résultats atteints

- Sur les 250 participants prévus, 218 candidats ont participé à la formation comme suit : (a) maraîchage sur sol : 142 personnes (dont 81% d'hommes et 19% de femmes), (b) transformation fruits, légumes et céréales : 76 femmes.
- 150 personnes (soit un taux de réalisation de 69%) ont achevé la formation en maraîchage et en transformation des fruits et légumes, avec une bonne compréhension des enjeux, comme l'indiquent les appréciations du suivi fait par l'Inspection académique de Thiès. Toutefois, le résultat escompté n'a pas été atteint, du fait de l'abandon de certains maîtres-agricoles formés et des coûts élevés de la formation pratique en micro-jardinage, qui n'a finalement pas été effectuée.
- Formation de 16 maîtres-agricoles dans 9 modules, par l'Inspection académique de Thiès.
- Mise en place de 7 champs-écoles dédiés aux métiers de l'agriculture conciliant théorie et pratique.

- Élaboration et adaptation des référentiels, guides et fiches pratiques de formation en maraîchage et transformation de fruits et de légumes.
- Préparation à l'insertion économique et à l'auto-emploi grâce à une formation en business plan. Un montant de 8'000 CHF sous forme de crédit revolving a été octroyé aux groupements de femmes et aux jeunes les plus dynamiques.
- Contribution du projet à la lutte contre la mendicité et la délinquance à travers le ciblage des *daaras* (écoles coraniques) et du centre de sauvegarde (jeunes en conflit avec la loi) dont les pensionnaires vont bénéficier d'une formation professionnelle en vue de leur insertion économique.
- Diversification des partenaires du GRAIM.

Perspectives

- Maintenir les modules de formation dans la prochaine phase en renforçant le volet transformation des fruits et légumes et en complétant par l'aviculture, la floriculture, le micro-jardinage, la gestion financière, les systèmes d'irrigation et de pompage solaire.
- Identifier et mettre en œuvre des stratégies adaptées en vue de l'insertion économique des apprenants.
- Promouvoir l'accès des jeunes et des femmes aux moyens requis pour ces investissements (terre, crédit, moyens logistiques) et pour développer l'auto-emploi.
- Développer les bois-écoles ou bois-daaras afin de promouvoir la culture environnementale chez les jeunes, les élèves et pensionnaires.
- Institutionnaliser les champs-écoles dans les daaras en particulier en vue de leur pérennisation.

Budget 2017 *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch) à hauteur de 79'277 CHF et de cofinancement de la part du partenaire local GRAIM à hauteur de 46'495 CHF.*

Projet de lutte contre le travail des enfants et les nuisances environnementales sur les sites d'orpaillage dans les communes de Sabodala et Tomboronkoto à Kédougou

Partenaire

La Lumière est une ONG sénégalaise créée en 1999. Elle est expérimentée dans le retrait et la réinsertion des enfants en situation de vulnérabilité ou travailleurs dans les mines d'orpaillage dans la région de Kédougou. Sa mission est de contribuer au développement socio-économique des plus défavorisés tout en développant l'esprit d'entreprise.

Objectifs du projet

- Accompagnement scolaire et formation professionnelle en faveur des enfants sortis de mines d'or.
- Promotion économique et amélioration des conditions de vie des familles des enfants travaillant dans l'orpaillage.
- Mise en place d'un cadre de suivi, de veille et d'alerte relatif au travail des enfants.

Résultats atteints

- 166 enfants exerçant les pires formes de travail ont été repérés sur les sites d'exploitation traditionnelle de l'or.
- 141 enfants ont été retirés des sites d'orpaillage. Ceux qui n'ont pas de famille ont été logés au Centre d'accueil, d'orientation et de réinsertion socioprofessionnelle de l'ONG La Lumière à Kédougou.
- Parmi ces enfants orpailleurs, 129 jeunes ont intégré l'école ou les structures de formation (76 en réinsertion scolaire et 53 en ateliers d'apprentissage), tandis que 12 jeunes ont été ramenés dans leur famille.

Afin de lutter contre le travail des enfants dans l'orpaillage, « La Lumière » a développé les stratégies de plaidoyer et de sensibilisation suivantes :

- journées de mobilisation communautaire et de sensibilisation dans chaque communauté rurale et dans les écoles ;
- causeries villageoises sur les conventions 138 et 182 de l'Organisation internationale du travail qui définissent les pires formes de travail et d'exploitation (PFTE) ;
- émission radiophonique mensuelle à la radio communautaire de Saraya sur les Conventions 138 et 182 et sur le travail des enfants et ses risques et conséquences ;
- vingt comités de protection des enfants ont été mis en place dans la zone d'intervention du projet, soit un taux de réalisation de 100%.

Perspectives

Le projet, à travers ses activités de sensibilisation de proximité, a permis de sensibiliser un nombre important de personnes influentes et pourvoyeuses d'enfants orpailleurs aux questions de la protection de l'enfance. Le projet a rendu possible l'ouverture d'un Centre d'accueil, d'orientation et de réinsertion socioprofessionnelle pour les jeunes retirés des sites d'orpaillage. Il a également favorisé la synergie entre les services étatiques, les maîtres formateurs et les organisations de la société civile, poussant ainsi les acteurs communautaires à prendre en compte les questions liées au travail des enfants dans l'orpaillage. Il est prévu, lors de son renouvellement, de dupliquer cette expérience réussie dans d'autres villages disposant de nouveaux sites d'orpaillage.

Budget 2017 *Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch) à hauteur de 59'425 CHF et de cofinancement de la part du partenaire local CGGA à hauteur de 15'297 CHF.*

Madagascar - Programme 2017

Doria

Soutien à l'amélioration de la scolarité et de l'éducation dans les communes d'Androvakely, d'Antanetibé et de Belanitra à Madagascar

Partenaire

Doria est une association de droit malgache, fondée en octobre 2005. Elle a pour but, grâce à l'éducation et la formation, de réduire la pauvreté et de promouvoir la structuration des communautés rurales.

Objectifs du projet

- Développer les infrastructures scolaires notamment dans les 15 fokontany (villages)
- Contribuer au renforcement des capacités des enseignants afin d'améliorer les pratiques pédagogiques, notamment dans le domaine du français, de l'éducation environnementale et de l'éducation sexuelle
- Renforcer l'alphabétisation et la formation des adultes dans les villages les plus vulnérables.

Résultats attendus

La seconde phase du partenariat AccEd-Doria a démarré en janvier 2017 pour une durée de 2 ans, et vise à atteindre les résultats suivants :

- l'acquisition d'infrastructures scolaires répondant aux normes requises par le Ministère de l'Éducation Nationale (11 nouvelles salles de classes, 5 latrines et lavabos, 2 salles de documentation, 1 bureau et une cantine scolaire) dans les communes de Belanitra et d'Antanetibe ;
- la formation de 100 enseignants en santé reproductive ;
- l'initiation en santé reproductive et dans la protection de l'environnement pour plus de 2'500 élèves.

Budget 2017 141'578 CHF. Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch).

Songui Manegre

Projet Songkarongo Soutien à l'éducation dans le village de Kalwaka

Partenaire

L'association Songui Manegre est une union fondée en 2008 par de jeunes Burkinabés (enseignants, agents de projets de développement, spécialistes de l'administration scolaire, de l'action sociale, de la santé, des banques ainsi que des étudiants) soucieux des problèmes qui freinent le développement de leur localité (le village de Kalwaka dans la commune de Soar).

Objectifs du projet

- Mettre les écoles de Kalwaka aux normes nationales en termes d'infrastructures, d'organisation et d'équipement.
- Permettre aux élèves en fin de cycle primaire de poursuivre leur cursus secondaire dans leur village.
- Renforcer l'autonomie organisationnelle et financière des groupements et associations des parents d'élèves.
- Soutenir les activités de promotion de la femme à travers la transformation des produits locaux, le microcrédit et la gestion de micro-projets.
- Renforcer les capacités des acteurs de la commune de Soaw en genre.

Résultats atteints

- Deux salles de classes, un bureau administratif et un bloc de latrines (double cabine) ont été réalisées sur le site du Cycle d'Enseignement Général. L'amélioration des infrastructures scolaires et les démarches auprès des autorités ont permis l'ouverture du cycle post-primaire et accru les possibilités en matière d'éducation dans le village de Kalwaka et environs.
- Construction du Collège d'Enseignement Général (CEG). Il est le premier du genre dans le village et est le résultat d'une synergie des efforts entre Songui et l'État. Le CEG est désormais fonctionnel, aux normes et compte actuellement 240 élèves. Les élèves qui finissent leur cycle primaire ont dorénavant la possibilité de continuer leur scolarité sur place, ce qui permet la réduction des abandons.
- Valorisation des produits forestiers non-ligneux dont regorge le terroir par des activités de transformation et de vente sur place ou sur le marché national (beurre de karité, miel, huile de neem). À ce titre, l'Union des groupements féminins (composée de 13 groupements d'intérêt économique) a bénéficié de microcrédits pour la production de beurre et de savon de karité. Le taux de remboursement est de 100% et a permis de générer des intérêts de 230'000 FCFA (environ 400 CHF) qui ont été redistribués aux associations des mères éducatives (AME).

Budget 2017 77'954 CHF. Le projet a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch).

Information du public

Durant l'année 2017, AccEd a participé à plusieurs manifestations et événements pour informer le public, notamment :

- participation à la table ronde sur « Collectivités publiques et solidarité internationale. Quelles responsabilités au-delà du financement ? » lors du Forum « La solidarité dans tous ses états », organisé par la Commune de Plan-Les-Ouates, le 24 février 2017 ;
- formation des candidats Syni-Lausanne (unité de prestations du Bureau des emplois temporaires subventionnés du Service du travail et de l'intégration de la Ville de Lausanne) sur la gestion des projets de coopération au développement international.

Finances 2017

Organe de révision

La comptabilité de l'association est vérifiée par la fiduciaire JAKAR SA (rue du Tunnel 15, 1227 Carouge). Les comptes 2017 ont été contrôlés et font l'objet d'un rapport de l'organe de révision.

Au 31.12.2017, les comptes de l'association laissent apparaître un déficit de 1'393.66 CHF.

Budget 2018

Le budget prévisionnel 2018 se monte à 772'807 CHF, divisé en deux volets :

- Frais de fonctionnement : 68'176 CHF, soit 8,8% du budget.
- Frais de programmes : 704'631 CHF, soit 91,2% du budget.

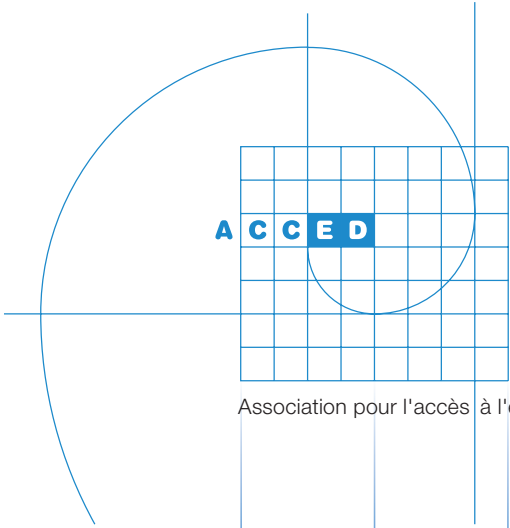
Projets à venir

- Programme Initiatives féminines pour le développement, Togo : 52'783 CHF
- Fonds drogue, Espoir pour l'Enfance, Ziguinchor, Sénégal : 30'000 CHF

Remerciements

Nous remercions tous les membres et donateurs de l'association pour la confiance témoignée pendant toutes ces années. Nous réitérons nos remerciements à la Fédération genevoise de coopération, aux Services industriels de Genève, aux Fondations Madeleine à Fribourg et Hope for African Initiative à Dakar, pour leurs contributions aux programmes.

AccEd, Genève, septembre 2018



A C C E D

Association pour l'accès à l'éducation et à la formation



Avec le soutien du Programme
partage des savoirs



AccEd - Association pour l'accès à l'éducation et à la formation
Avenue des Tilleuls 3 • 1203 Genève • Tél. +41 22 940 02 80
e-mail: info@acced.ch • site internet: <http://www.acced.ch>

CCP: CH10 0000 0000 7028 6555 5
BCG: CH68 0078 8000 0502 0922 5